



POINTE-NOIRE

Le chef de l'Etat inaugure l'Institut national de biologie

Bâti dans l'arrondissement 1 Emery-Patrice-Lumumba, l'établissement des techniques sanitaires, inauguré le 17 novembre, est une structure scientifique dédiée à la détection, la prévention et au traitement des pathologies humaines de diverses natures.

Cet institut est composé de cinq grands laboratoires complémentaires, interconnectés et multidisciplinaires. Il vise à répondre, selon le ministre de la Santé, Jean Rosaire Ibara, aux besoins de diagnostic biologique avancé, de recherche scientifique, de formation et d'innovation, de la surveillance épidémiologique et de veille sanitaire.

Page 16

Coupure du ruban symbolique par le président de la République



HYDROCARBURES

Mise en service de l'usine de valorisation du gaz associé



Une vue de l'usine

En séjour de travail dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a inauguré le 17 novembre l'usine de valorisation du gaz associé

du champ Banga-Kayo, dans la sous-préfecture de Tchamba Nzassi. Construite sur investissement de la société chinoise Wing Wah exploration et production pétrolière SAU, cette infrastructure traitera, dans sa phase terminale, 5 millions de mètres cubes de gaz associé par jour avec une production de plus de 219 000 tonnes de propane, 151 000 tonnes de butane et 250 000 tonnes de gaz naturel liquéfié, a indiqué le vice-président de la société, Li Jin Qiang. Page 6

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Grève générale illimitée à l'université Marien-Ngouabi

Le collège intersyndical de l'université Marien-Ngouabi a décidé de déclencher, à compter du 17 novembre, une grève générale illimitée avec arrêt de tous les processus d'inscription et de proclamation des résultats des différents concours.

Dans un avis de grève signé le 15 novembre, le bureau de ce collège fustige l'indifférence du gouvernement face aux difficultés que traversent les travailleurs. Il exige, avant toute levée de la grève, le paiement de cinq mois de salaires, des heures diverses dues depuis l'année 2018 et le versement, par le Trésor public, de l'ensemble des cotisations sociales des agents de l'université aux caisses de sécurité

KOUILOU

Ouverture officielle de l'université catholique de Liambou



Visite de l'université catholique

L'université catholique de Liambou, située à Loango dans le département du Kouilou, a été officiellement inaugurée le 18 novembre par le président de la République Denis Sassou N'Guesso.

Fruit d'un partenariat entre l'Eglise catholique et le gouvernement congolais avec l'appui de trois acteurs privés du secteur des hydrocarbures

(TotalEnergies, la Société nationale des pétroles du Congo et Trident Energy), elle occupe une superficie de 10 hectares avec une capacité d'accueillir de 800 étudiants.

Page 5

Editorial Courage

Page 2

ÉDITORIAL

Curage

La saison pluvieuse actuellement rappelle l'urgence d'accentuer l'assainissement de Brazzaville au regard des tas d'immondices qui jonchent certaines artères et des caniveaux bouchés dans des quartiers périphériques.

Les signaux sont perceptibles : les quartiers entiers courent le risque d'être isolés et les habitations situées dans les zones hydromorphes pourraient être submergées à cause des précipitations des mois de novembre et décembre qui sont parfois les plus pluvieux de l'année.

Il est plus qu'urgent de poursuivre les opérations de curage régulier des ouvrages d'assainissement, le nettoyage des chaussées et le bouchage des nids de poule afin de désengorger les voies et fluidifier le trafic routier urbain.

Les activités de la société en charge du ramassage d'ordures ménagères et de nettoyage des voiries urbaines ne couvrant pas encore toute la capitale, des initiatives individuelles et collectives seraient bienvenues.

Dans ce sens, gagner la bataille de l'assainissement nécessite la mise en place des relais dans les zones excentrées pour éviter que les avenues et les collecteurs des eaux pluviales ne se transforment en dépotoirs de détritus.

Les Dépêches de Brazzaville

COMMÉMORATION

Le PCT se souvient d'Ambroise Edouard Noumazalay

Le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Moussa, a déposé le 17 novembre une gerbe de fleurs sur la tombe d'Ambroise Edouard Noumazalay, décédé il y a 18 ans.



Pierre Moussa déposant une gerbe de fleurs sur la tombe de NoumazalayAdiac

La cérémonie qui s'est déroulée au mausolée Marien-Ngouabi où l'ancien secrétaire du PCT, Ambroise Edouard Noumazalay repose pour l'éternité, a connu la participation des cadres, militants et sympathisants du parti se trouvant à Brazzaville, ainsi que des membres de la famille du défunt. *«Nous venons ici pour marquer notre reconnaissance, notre souvenir pour le travail que le camarade Ambroise Edouard Noumazalay a accompli dans ce pays, dans ce parti. Il a accompli un travail immense, gigantesque. Comme la mort est quelque chose de naturel et d'inévitable, il s'en est allé, mais le souvenir est impérissable. Donc, nous sommes venus pour nous incliner devant sa mémoire, devant ce qu'il a fait et exprimer le fait que nous ne l'oublierons jamais pour ce qu'il a fait, pour ce qu'il a été »*, a témoigné

Pierre Moussa. Selon l'actuel secrétaire général du PCT, son prédécesseur a maintenu l'unité du parti et il a été de tous les combats. *«Même quand il y avait l'agression contre le PCT et son président en 1997, il était aux côtés du camarade président, un des dirigeants qui a montré aussi ses qualités militaires, mais surtout ses qualités politiques pour maintenir la cohésion du parti. Donc, le camarade Noumazalay a posé des actes impérissables et c'est pour cela que nous venons ici chaque fois qu'il y a l'anniversaire de son décès »*, a-t-il conclu. Né en 1933, Ambroise Edouard Noumazalay a dirigé le PCT de 2002 à 2007. Il est décédé le 17 novembre 2007 à Paris, en France, à l'âge de 74 ans.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N’Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d’agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l’Agence : Ange Pongault
Chef d’agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L’INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d’Information d’Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l’Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Entretenir et contrôler les véhicules

Dans le cadre de la commémoration de la Journée africaine de la sécurité routière, la ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a insisté, le 13 novembre à Brazzaville, sur l'entretien, le contrôle technique et l'immatriculation des véhicules ainsi que sur la digitalisation du fichier national des immatriculations, une des réformes liées à la sécurité routière.

L'annonce a été faite dans le cadre de l'observation par le Congo de la Journée mondiale du souvenir des victimes des accidents de la route instituée par les Nations unies et de la commémoration de la Journée africaine de la sécurité routière. Outre la digitalisation du fichier national des immatriculations, le Congo a entrepris d'importantes réformes parmi lesquelles la mise en service du permis de conduire biométrique, la modernisation du contrôle technique et le renforcement des actions de sensibilisation et de prévention dans tout le pays. « Prévenir les accidents de la route, c'est aussi prendre conscience des milliers de vies blessées ou fauchées chaque année et rendre hommage à ceux que nous avons perdus. En effet, la sécurité routière garantit une circulation sûre et durable. Et faire identifier son véhicule, c'est obtenir sa carte grise et installer les plaques d'immatriculation avant et arrière. Ces équipements de transport participent directement à la sécurité collective. Ils permettent de retracer les véhicules en infraction, de



La ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas/Adiac

repérer les immatriculations frauduleuses, de réduire les vols et les falsifications et d'assurer la transparence dans la délivrance des titres », a rappelé la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Pour anticiper les accidents, on exige la formation au code de la route, la sensibilisation, la prévention et la discipline des conducteurs et usagers. Font également partie l'entretien, le contrôle technique et l'immatriculation des véhicules.

Le facteur infrastructurel est aussi pris en compte car il appelle à des routes sûres, une signalisation claire, un environnement routier fluide et des équipements modernes adaptés à la sécurité.

Dans le cadre de la 14e édition de la Journée africaine de la sécurité routière, la République du Congo a choisi de s'appesantir sur l'entretien, le contrôle technique et l'immatriculation des véhicules en retenant comme thème national l'identification des véhicules automobiles comme enjeu de la sécurité routière. La ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande a affirmé la volonté du gouvernement de bâtir un système de transport sûr, ordonné et responsable où chaque citoyen participe à la protection de la vie est inflexible. « La journée mondiale du souvenir des victimes de la route demeure donc un moment de recueillement et d'engagement en faveur d'une mobilité routière plus sûre et plus humaine. La journée mondiale du souvenir des victimes de la route demeure donc un moment de recueillement et d'engagement en faveur d'une mobilité routière plus sûre et plus humaine et elle nous invite à poursuivre nos efforts en matière de sécurité routière », a-t-elle assuré.

Fortuné Ibara

SANTÉ PUBLIQUE

Une plate-forme numérique pour la consultation des patients

La société Congo digital services a présenté le 15 novembre à Brazzaville, en partenariat avec la société téléphonique MTN Congo et la Mutuelle nationale des médecins du Congo (Munamec), la plate-forme numérique « Docteur santé » destinée à la prise de rendez-vous avec les médecins.

Une fois mise en œuvre, cette plate-forme qui sera disponible sur Play store et Google va permettre à la population de pouvoir consulter rapidement les différents horaires des médecins afin de prendre des rendez-vous. Pour les médecins, elle leur permettra de gérer facilement la prise de rendez-vous en ayant toute une liste des patients à recevoir tout en planifiant leur calendrier. « Les deux applications seront chargeables dont l'une sera réservée aux médecins et l'autre aux patients. Il s'agit de Docteur santé pour les patients et Docteur santé pro pour les médecins. Ces applications sont en cours de validation. Sur la plate-forme, ce sont les médecins qui paient un abonnement annuel et les patients paieront leurs consultations habituelles chez les médecins. Sur la plate-forme, il y aura les tarifs qui vont apparaître et chaque patient pourrait prendre un rendez-vous en sachant combien il va payer », a expliqué le directeur technique de Congo digital

services, Stevie Tathy. Le président de la Munamec, le Dr Jacques Silou, pense que cette application sera la bienvenue pour les propriétaires des cliniques et cabinets médicaux, concernant la traçabilité des facturations au quotidien. « Nous avons constaté que beaucoup de nos collègues médecins surtout les jeunes ne sont pas visibles pour avoir la patientèle. Nous avons adhéré à l'idée d'avoir une plate-forme digitale permettant à tout un chacun de pouvoir prendre rendez-vous là où il se trouve, dans une quelconque localité du pays, d'être consulté en tapant soit le nom du médecin, soit la spécialité dont tu as besoin, pourvu qu'il soit médecin. Il ne faut pas attendre de tomber malade pour aller voir le médecin », a-t-il indiqué. Cette plate-forme numérique a été présentée en marge de l'assemblée générale électorale du bureau interdépartemental de la Munamec Brazzaville. En effet, au terme du scrutin, le Dr Simone Loubienga a été réélu pour un



Les participants à plate-forme numérique/Adiac

nouveau mandat. Dirigeant les travaux, le président national de la Munamec, le Dr Jacques Silou, a rappelé que cette nouvelle équipe dirigeante va impulser la dynamique sur Brazzaville et toute la partie septentrionale du Congo. « C'est un nouveau bureau qui est très dynamique avec des médecins aguerris, dont la plupart sont des retraités ou vont aller à la retraite dans quelques années. Ce sont des médecins qui ont déjà une certaine expérience et la plupart sont des spécialistes. C'est donc une équipe dynamique, une nouvelle équipe qui va relancer la

Munamec », a-t-il commenté. Consciente de cette marque de confiance renouvelée, le Dr Simone Loubienga appelle les nouveaux médecins à adhérer à cette organisation. « L'adhésion est libre au niveau de la mutuelle et nous lançons un appel à tous les jeunes médecins qui viennent de sortir de nos écoles de formation d'intégrer la mutuelle pour impulser un sang nouveau afin que la santé du médecin soit au cœur du service que celui-ci peut rendre aux Congolais. Lorsque le médecin est en bonne santé, il prend bel et bien en charge

aussi les malades qui lui seront adressés », a-t-elle lancé, précisant que la Munamec peut aussi faciliter l'intégration des jeunes médecins à l'Ordre national des médecins. Créée officiellement le 6 juillet 2019, la Munamec s'était engagée, entre autres, à valoriser le bien-être social, promouvoir le travail des médecins en le mettant au centre de ses préoccupations. Le bureau interdépartemental de Brazzaville comprend le Pool, Brazzaville, les Plateaux, la Cuvette, la Cuvette-Ouest, la Sangha et la Likouala. Parfait Wilfried Douniama

COOPÉRATION

Le Groupe secours catastrophe français offre du matériel au Congo

Le Groupe secours catastrophe français (GSCF), une association des Sapeurs- pompiers humanitaires engagée depuis de nombreuses années dans l'aide humanitaire et les interventions d'urgence à travers le monde, a offert le 17 novembre à Brazzaville du matériel de secours à la direction de la Sécurité civile.

Le don destiné aux sapeurs-pompiers est constitué, entre autres, de 2460 vestes type F1, 715 chemises Type F1, 625 combinaisons Type F1, 1560 polos pompiers, des casques F1 et F2, des vestes et sur pantalons de feu, des pantalons de feu, des sweats et autres équipements. Il est estimé à 400.000 euros, soit 262.382.800 FCFA, répartis comme suit : 208.184 euros, soit 136.553.192 FCFA, pour le matériel acheté neuf par le GSCF, 191.816 Euros, soit 125.823.047 FCFA, pour le matériel reçu en don des différents partenaires.

Ce don a été réceptionné par le commandant de la sécurité civile, le général Albert Ngoto. Il lui a été transmis par le coordonnateur du projet de Solidarité internationale des partenaires locaux, Joe Borel Mahoungou Ncani. Ma mission s'inscrit dans une logique du long terme : équiper, former et renforcer l'autonomie des acteurs locaux face aux urgences, a-t-il expliqué.



Le général Albert Ngoto réceptionnant un échantillon du matériel Adiac

Joe Borel Mahoungou Ncani a rappelé que cette opéra-

tion marquait une étape d'un engagement plus vaste du

GSCF jamais réalisé sur le continent africain. « D'autres

« Ce don est inestimable par son volume, également par son utilité professionnelle. Veuillez transmettre à monsieur Thierry Velu, président fondateur du GSCF nos profonds remerciements et notre engagement d'utiliser tout ce matériel colossal à très bon escient. Et, nous avons espoir que les relations entre votre association et notre structure vont se consolider pour que nous devenions de véritable partenaires »

actions, a-t-il poursuivi, sont en préparation, si elles sont facilitées, nous pourrions poursuivre nos prochaines missions ».

« Ce don est inestimable par son volume, également par son utilité professionnelle. Veuillez transmettre à monsieur Thierry Velu, président fondateur du GSCF nos profonds remerciements et notre engagement d'utiliser tout ce matériel colossal à très bon escient. Et, nous avons espoir que les relations entre votre association et notre structure vont se consolider pour que nous devenions de véritable partenaires », s'est réjoui le général Albert Ngoto, commandant de la sécurité civile. Rappelons qu'en 2024, un premier lot de matériel composé de cordages de différents diamètres, de gants, de piles, de matériel médical ainsi que des tenues avait été mis à la disposition de la Sécurité civile de la République du Congo.

Guillaume Ondze

ZONE CÉMAC

Quarante-quatre finalistes reçoivent leurs diplômes en santé publique

Le conseiller du ministre de la Santé, Jean Claude Mobousse, a patronné le 14 novembre à Brazzaville la cérémonie de remise des diplômes de masters à quarante-quatre finalistes du Centre inter-États d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (Ciespac).

La réception des diplômes par les finalistes marque la fin de la biennale de formation 2023-2025. Ces finalistes ont reçu leurs masters en santé dans différentes options, notamment gestion des établissements et services de santé (GESS), gestion des programmes de lutte contre les endemo-épidémiologies (GPÉE), promotion de la santé et santé communautaire (PSSC) et hygiène, qualité, sécurité de l'eau et des aliments (HQSEA).

Ces différents programmes de formation marquent la volonté de la direction générale du Ciespac de renforcer l'intégration et

la coopération sous-régionale dans le domaine de la santé publique. « Vous pouvez désormais être appelés maîtres en santé publique. (...) Vous êtes des pionniers pour les États de la Cémac, participez à l'évaluation, à la mise en œuvre des programmes de santé dans vos pays respectifs... », a déclaré en substance le Pr Pierre Marie Tebeu, directeur général du Ciespac.

En réalité, la zone Ciespac souffre d'un déficit de personnel de santé à cause de plusieurs facteurs dont entre autres le manque de planification, la formation inadaptée, le sous-financement et la mauvaise



Les officiels et quelques finalistes du Ciespac/Adiac

gestion des ressources humaines. En conséquence, cela se traduit par une mauvaise qualité des soins, une surcharge de travail pour le personnel actuel et une fuite des cerveaux due aux mauvaises conditions de travail et au manque de perspectives de carrière.

Des initiatives comme le lancement de nouveaux diplômes universitaires au Ciespac visent à combler ce déficit, mais il reste un défi majeur pour la région. « Le Ciespac, organe d'intégration dans le domaine de la santé publique, est capable de

former nos cadres de la sous-région afin de relever des défis actuels et futurs. Je salue les initiatives de la direction pour relever les défis de la santé environnementale », a commenté Jean Claude Mobousse.

Fortuné Ibara

KOUILOU

Le président de la République inaugure l'université catholique de Liambou

Premier établissement de l'enseignement supérieur implanté dans le département du Kouilou, l'université catholique de Liambou (Loango) a été inaugurée le 18 novembre par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

Implantée sur une superficie de 10 hectares, elle pourra à terme accueillir jusqu'à 800 étudiants. Elle est le fruit d'un partenariat conclu par l'Eglise catholique et le gouvernement congolais avec l'appui de trois acteurs privés du secteur des hydrocarbures : TotalEnergies, la Société nationale des pétroles du Congo et Trident Energy.

Dans son mot de circonstance, le directeur général de TotalEnergies, Eric Delatre, a évoqué les normes environnementales modernes prises en compte dans la mise en œuvre du projet et salué la dotation de l'établissement en équipements de qualité. Des commodités qui concourent à « bâtir l'avenir et faire grandir l'espoir parmi la jeunesse », a-t-il conclu.

À son tour, la ministre de l'Enseignement supérieur, Delphine Edith Emmanuel a indiqué que l'université inaugurée ce jour en est le témoignage de la relation ancienne et fructueuse tissée entre le Saint-Siège et l'Etat congolais. Pour un premier temps, la faculté des sciences et des technologies, déjà opérationnelle, poursuivra ses activités avant l'ouverture l'année prochaine de la faculté de droit et de management des organisations.

Les Dépêches de Brazzaville

SANTÉ

Du matériel pour le centre de santé intégré de Mvou-Mvou

L'Unicef a officiellement remis, le 15 novembre, à Pointe-Noire du matériel technico-médical au centre de santé intégré de Mvou-Mvou et procédé à sa certification, dans le cadre de l'approche Mavimpi ya Mboté, sous le patronage du ministre de la Santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara.

Estimée à une valeur de près de 96 millions de francs CFA, ce don comprend deux véhicules de supervision pour les districts sanitaires de Mvou-Mvou et de Tié-Tié, ainsi que des équipements médico-techniques destinés au renforcement de la prise en charge du couple mère et enfant.

Selon la représentante de l'Unicef au Congo, Victoria Ballotta, l'approche Mavimpi ya mboté incarne, depuis 2022, une collaboration exemplaire entre le ministère de la Santé, les centres de santé et l'Unicef. La République du Congo a enregistré, ces dernières années, les avancées significatives dans la réduction de la santé maternelle et infantile grâce à des efforts soutenus en matière de santé publique. « Depuis 2022, Mavimpi ya mboté, fondée sur le renforcement des capacités locales, la mobilisation communautaire, l'interac-



La photo de famille après la cérémonie DR

tion des soins à fort impact dans les plates-formes de santé primaire, a produit des avancées significatives dans l'amélioration de la qualité des soins de santé maternelle et infantile dans les districts pilotes », a-t-elle dit.

Pour sa part, le ministre de la Santé et de la Population a signifié que la santé du couple mère et enfant est une priorité majeure du gouvernement

congolais. Beaucoup d'efforts ont été faits et d'autres sont en cours. « Cependant, certains enfants au Congo n'ont toujours pas accès à des soins de qualité. C'est pourquoi Mavimpi ya Mboté a choisi de commencer par le renforcement des services de vaccination pour ensuite étendre l'approche de l'amélioration de qualité à l'ensemble des soins de santé », a-t-il déclaré.

Séverin Ibara

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

L'association MCPLC intensifie les campagnes de sensibilisation

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale contre le diabète, l'association Marcher, courir pour la cause (MCPLC) que dirige Rodrigue Dinga Mbomi a animé, le 14 novembre, la tenue prochaine d'une conférence de presse pour présenter son programme d'activité.

Au cours de cet échange avec la presse, les membres de cette organisation ont dévoilé les différentes actions qu'ils vont mener durant les deux derniers mois de l'année afin de sensibiliser la population aux dangers du diabète.

Les membres du MCPLC souhaitent tout mettre en œuvre et maximiser des campagnes de sensibilisation. Pour ce faire, MCPLC va s'appuyer sur la prévention primaire, notamment grâce à l'alimentation équilibrée et l'activité physique, sur la prévention secondaire (le dépistage précoce) ainsi que sur la mobilisation communautaire.

MCPLC lancera, le 26 novembre, le projet Taxi Bomoyi. Une initiative consistant à former les taximans pour qu'ils deviennent des relais communautaires mobiles, capables de sensibiliser les usages, de relayer les messages de prévention et d'orienter leurs clients vers les structures de santé.

La cheffe du projet Taxi Bomoyi, Princia Oponguy, a expliqué que cette initiative vise à placer les chauffeurs de taxi de la ville ca-



Les responsables de l'association devant la presse/Adiac

pitale comme acteurs de sensibilisation et de prévention contre le diabète. Il s'agira pour les conducteurs de taxi de recevoir une formation puis sensibiliser les usagers. L'un des membres de ce projet, Tom Guilloteau, a signifié que cette formation qui se déroulera de novembre à décembre vise 1000 chauffeurs. Les taximens qui

pourront réussir la sensibilisation seront notés par les clients, à travers un système de messagerie, puis récompensés par l'association MCPLC.

Ce programme sera agrémenté par la soirée caritative dénommée « La soirée Elombe », au cours de laquelle une levée de fonds sera faite. Cette opération permettra de

mobiliser les ressources pour soutenir les campagnes de dépistage, la formation des relais communautaires et les projets destinés à améliorer la prévention du diabète.

Une marche de santé ouverte à tous

Dans le cadre de la promotion de l'activité physique, MCPLC orga-

nise une grande marche ouverte à tous le dimanche 16 novembre sur la corniche de Brazzaville à partir de 6h.

Pour Rodrigue Dinga Mbomi, dormir sans courir c'est tricher. Il conseille la population, quel que soit l'âge où la catégorie sociale, à pratiquer le sport quelques minutes par jour. « À côté de la marche, nous aurons une séance de zumba. Cette activité vise à encourager la population à intégrer le mouvement dans son quotidien, un élément clé de prévention du diabète et des maladies cardiovasculaires. Le diabète est un tueur silencieux qui s'invite dans nos familles », a-t-il indiqué.

Selon lui, plus de 600 millions de personnes vivent avec le diabète dans le monde. L'objectif de cette activité consiste à sensibiliser la population à se faire dépister. La campagne de sensibilisation se déroulera dans les écoles, les marchés et les entreprises sur le thème « Diabète et bien-être au travail ».

Rude Ngoma

JOURNÉE AFRICAINE DE LA JEUNESSE

Les jeunes entrepreneurs congolais à l'honneur

Le ministre en charge de la Jeunesse, Hugues Ngouélondélé, a présidé, le 14 novembre à Brazzaville, la cérémonie de célébration de la Journée africaine de la jeunesse. Au cours de ce moment de partage et de valorisation du savoir-faire juvénile, certains jeunes entrepreneurs ont reçu des subventions.

La Journée africaine de la jeunesse a été célébrée sur le thème « De l'aspiration à l'action, la jeunesse en tant que catalyseur ». Symbole de vitalité et d'engagement de la jeunesse africaine, cette journée a été focalisée sur le rôle de la jeunesse.

Pour booster l'engagement des jeunes entrepreneurs congolais, dix d'entre eux ont reçu des financements qui leur permettront de poursuivre la réalisation de leurs projets. Cet accompagnement du programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes vise à former et accompagner les entrepreneurs congolais. Il s'agit, entre autres, de Gesse Nzihou, Divin Mouanda, Agnès-Grace Mouthynou, Marie France Ngouama, Prince Ntinou, Brudel Koussoundila, Courage Angouli Mbouale et Jicette Mboussou.

« Depuis 2022, le ministère en charge de la jeunesse se distingue par son engagement dans la mise en œuvre de ce programme. Sur les quatre dernières années, plus de 200 jeunes issus de 15 départements du Congo ont été formés à la gestion d'entreprise et conception de plans d'affaires, 36 d'entre eux ont bénéficié de subventions, soit



un taux de 90% pour un montant cumulé de 67 143 318 F CFA », a expliqué Justine Nathalie Ngoma, coordinatrice du programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.

Le directeur général de la jeunesse, Jycert Rochar Loukanou, a procédé à la présentation des manuels du jeune citoyen et du jeune patriotique. Considérés comme un véritable parcours patriotique, ces manuels permettront aux enfants d'assimiler les notions liées au civisme.

Ces deux ouvrages qui ont été conçus avec l'appui de l'institut national de recherche et d'action pédagogiques s'adressent à tous les citoyens en général et à la jeunesse en particulier. Ils misent sur la citoyenneté et le patriotisme.

Dans son mot de bienvenue, l'administratrice-maire du 3e arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto, Okemba née Bakoukas Ndela, a indiqué que cette journée ne célèbre pas seulement les jeunes mais leur offre la possibilité de s'exprimer et d'impacter positivement la société.

Pour sa part, le conseiller à la jeunesse du ministre de la jeunesse, Florian Koulimaya, a présenté la stratégie multisectorielle de développement et de participation citoyenne des adolescents et des jeunes en République du Congo, avant de rendre un hommage aux jeunes engagés pour le développement du pays.

Ce document réalisé en partenariat avec les agences du système des Nations unies regroupe les priorités de la jeunesse notamment la formation, la santé, l'éducation, l'engagement citoyen et autres.

La Journée africaine de la jeunesse est célébrée le 1^{er} novembre de chaque année, depuis son instauration en 2006. Elle vise à souligner le rôle des jeunes en tant qu'acteurs clés du développement socioéconomique et durable de l'Afrique.

Les bénéficiaires des subventions/Adiac

Rude Ngoma



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°007/HISWACA/25 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE FIRME AGREE EN CHARGE DU CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX D'EXTENSION DU CENTRE NATIONAL DE FORMATION EN STATISTIQUES, DEMOGRAPHIE ET PLANIFICATION (CNFSDP) ET DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE CONFERENCE DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) A MPILA, VILLE DE BRAZZAVILLE

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un cabinet chargé du contrôle technique des travaux d'extension du CNFSDP et de construction du centre de conférence de l'INS à Mpila, Ville de Brazzaville ».

2. L'objectif général visé par la consultation objet des présents termes de référence est de contribuer à la prévention des aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Il intervient à la demande du maître de l'ouvrage et donne son avis à ce dernier sur les problèmes d'ordre technique, dans le cadre du contrat qui le lie à celui-ci. Cet avis porte notamment sur les problèmes qui concernent la solidité de l'ouvrage la qualité des équipements installés et la sécurité des personnes.

3. L'Unité de gestion du projet HISWACA invite les firmes admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets (firmes) intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution desdits services.

4. Un cabinet sera sélectionné selon la méthode fondée sur la qualité et le coût (SFQC) en accord avec le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'In-
- vestissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018 et septembre 2023).

5. Les cabinets intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel à l'adresse: recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org ou passer dans les locaux du projet de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

6. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou envoyées par courriel au plus tard le mardi 02 décembre 2025 (à minuit, heure locale) et porter clairement la mention « Avis à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet chargé du contrôle technique des travaux d'extension du CNFSDP et de construction du centre de conférence de l'INS à Mpila, Ville de Brazzaville ».

7. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est : projet HISWACA, Immeuble de l'institut national de la statistique, avenue Lampama, quartier Mpila. Arrêt TP, Arrondissement 5 Ouenzé, 1er étage, Immeuble de l'Institut National de la Statistique (INS) ; Tél : (+242) 06 679 68 60 / 069729586, E-mail : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville le 19 novembre 2025

Patrick Valery ALAKOUA

CENTRAFRIQUE

Journée des aires protégées de Dzanga-Sangha

La première journée des aires protégées de Dzanga-Sangha (APDS) a été célébrée le 18 novembre à Bangui, en présence des autorités centrafricaines, des partenaires au développement et des représentants communautaires. Les festivités se poursuivent à Bayanga, sud-ouest du pays, les 19 et 20 novembre, mêlant engagements politiques, mobilisation communautaire et promotion du modèle « One Health ».

Placées sous le haut patronage du président centrafricain et destinées à mettre en lumière l'un des paysages de conservation les plus emblématiques d'Afrique centrale, ces festivités marquent une étape dans la promotion du patrimoine naturel de Dzanga-Sangha. Situées dans le Bassin du Congo, deuxième massif forestier tropical de la planète, les APDS incarnent un modèle de conservation intégré où nature, culture et bien-être humain coexistent. Classé site du patrimoine mondial de l'Unesco dans le cadre du paysage trinational de la Sangha partagé entre le Cameroun, le Congo et la Centrafrique, Dzanga-Sangha est mondialement reconnu comme un terrain d'application privilégié de l'approche « One Health », reliant santé humaine, animale et environnementale. Les forêts denses de Dzanga-Sangha abritent notamment des éléphants de forêt et des grands singes, espèces aujourd'hui menacées. Elles constituent également un pilier des moyens de subsistance, de l'identité culturelle et du bien-être des populations autochtones et riveraines.



« Dzanga-Sangha est une fierté nationale et un trésor mondial, où la conservation, le bien-être communautaire et la science se rejoignent », souligne Laurent Somée, directeur régional du WWF pour le Bassin du Congo. Son collègue en Centrafrique, Dr Stéphane Youfeina, rappelle que cette journée vise aussi à « mobi-

liser le soutien pour les peuples et la nature qui rendent cet endroit irremplaçable ». Depuis la création en 1990 du Parc national de Dzanga-Ndoki et de la Réserve spéciale de Dzanga-Sangha, le pays s'est engagé dans une démarche constante de protection et d'innovation. L'inscription au patrimoine mondial en 2012 a

confirmé la valeur universelle exceptionnelle du site. Plus récemment, un protocole d'accord signé en 2024 entre le gouvernement centrafricain, le WWF et le HIOH a renforcé la surveillance sanitaire et le suivi scientifique dans la région, ancrant davantage l'approche One Health au cœur des politiques de conservation.

Pour les partenaires impliqués, investir dans Dzanga-Sangha, c'est renforcer la résilience climatique, la sécurité sanitaire et le développement durable de toute la région du Bassin du Congo. Le site joue également un rôle croissant dans la recherche, la formation, le tourisme et la création d'emplois, faisant de lui un levier économique autant qu'un bastion écologique. Au-delà de la célébration, la Journée Dzanga-Sangha se veut un appel à l'action. Elle invite gouvernements, organisations et citoyens à soutenir et à reproduire un modèle de conservation qui conjugue protection de la biodiversité, avancées scientifiques et bénéfices tangibles pour les communautés. Une ambition qui résonne largement dans la sous-région, où les enjeux climatiques, sanitaires et socio-économiques sont plus que jamais liés. À travers cette initiative, la Centrafrique réaffirme la portée nationale et internationale des APDS, et rappelle que la prospérité des peuples dépend étroitement de celle des écosystèmes qui les entourent.

Fiacre Kombo

AFRIQUE

La Fondation Gates annonce un investissement de 1,4 milliard de dollars

La Fondation Bill & Melinda Gates a annoncé, le 13 novembre, un investissement de 1,4 milliard de dollars (environ 794 milliards FCFA) sur quatre ans, destiné à aider les petits exploitants agricoles d'Afrique subsaharienne à s'adapter au changement climatique.

Dévoilée lors de la COP30 à Belém, au Brésil, cette initiative vise à protéger les moyens de subsistance ruraux et à préserver les progrès contre la pauvreté, face à l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes. Dans des régions où l'agriculture familiale assure la sécurité alimentaire de millions de personnes, tout en restant hautement vulnérable aux sécheresses, inondations et hausses de températures, ce financement fournira aux agriculteurs des outils essentiels, des technologies innovantes et des don-

nées précises pour booster leur productivité et leur résilience. Il inclura le développement de services de conseil numérique, d'applications mobiles et de systèmes d'alerte, permettant des décisions éclairées au quotidien. Seront également introduits des cultures et élevages résistants au climat, ainsi que des innovations pour la santé des sols. Au-delà de la technologie, l'approche met l'accent sur l'autonomisation économique : formation de jeunes et de femmes, création de périmètres maraîchers, et fourniture d'équipe-

ments pour accroître la production tout en réduisant les pertes post-récolte. En combinant données scientifiques et innovations portées par les agriculteurs eux-mêmes, elle favorise une adaptation ancrée dans les réalités locales et renforce les systèmes alimentaires régionaux. La Fondation s'appuie sur des partenariats éprouvés, comme ceux avec TomorrowNow et Kalro au Kenya, qui diffusent déjà des alertes climatiques à des millions d'agriculteurs pour sauvegarder les récoltes et optimiser les rendements. Ces modèles, basés sur des preuves solides seront étendus à d'autres zones. Rappelons que les dirigeants de la fondation appellent à un engagement conjoint des gouvernements et du secteur privé, afin que l'adaptation climatique soit priorisée au même titre que la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Yvette Reine Boro Nzaba

La Fondation s'appuie sur des partenariats éprouvés, comme ceux avec TomorrowNow et Kalro au Kenya, qui diffusent déjà des alertes climatiques à des millions d'agriculteurs pour sauvegarder les récoltes et optimiser les rendements. Ces modèles, basés sur des preuves solides seront étendus à d'autres zones.

TERRORISME INTERNATIONAL

Une alerte stratégique de la DGSE pour l'Afrique

Pour la DGSE, Direction générale de la sécurité extérieure, l'Afrique est devenue le centre mondial du jihadisme, avec des foyers majeurs au Sahel, notamment autour du lac Tchad, dans la corne de l'Afrique et en Afrique de l'Ouest.

Les filiales locales d'Al-Qaïda et de l'État islamique opèrent désormais de manière autonome, recrutent massivement et prennent des responsabilités stratégiques, profitant de la fragilité des États, des frontières poreuses et de l'absence de contrôle étatique. Les conséquences sont graves : instabilité régionale, attaques meurtrières contre les civils, perturbation des activités économiques et humanitaires et risque de propagation vers d'autres continents. La montée en puissance des filiales africaines transforme le continent en terrain d'expérimentation et d'expansion pour le jihadisme mondial. Le patron de la DGSE, Nicolas Lerner, insiste sur une approche combinant renseignement, coopération régionale et soutien aux États africains. La priorité est de renforcer les capacités locales de surveillance et de collecte d'informations, en particulier pour suivre les mouvements transfrontaliers des combattants et perturber la logistique des groupes terroristes. La coordination avec les forces africaines et les services de sécurité partenaires comme le Maroc est cruciale pour anticiper et neutraliser les menaces. Parallèlement, le continent doit bénéficier d'un soutien structurel : renforcement de l'État de droit, amélioration de la résilience communautaire et lutte contre la propagande jihadiste. Les opérations militaires ponctuelles doivent être complétées par des programmes de développement, de formation et d'intégration sociale afin de réduire l'attrait du terrorisme pour les jeunes vulnérables. Enfin, la coopération internationale, en particulier européenne et transatlantique doit cibler non seulement la logistique et le financement des groupes armés, mais aussi l'échange de renseignement stratégique. Sans une action coordonnée et multidimensionnelle, l'Afrique risque de demeurer le foyer permanent du terrorisme mondial, avec des conséquences directes pour la sécurité globale.

Noël Ndong

TV5
MO N D E

ON N'EN A JAMAIS FAIT LE TOUR



DISTRICT DE MOUYONDZI

L'école primaire Pierre Nzoko entièrement reconstruite par la Fondation Mucodec

L'établissement public a été totalement rénové avec trois bâtiments pédagogiques modernes, un bloc administratif, des installations sanitaires et une nouvelle clôture entourant l'école. Le préfet de la Bouenza, Marcel Nganongo, a réceptionné l'ouvrage le 14 novembre à Mouyondzi, en présence des autorités locales, des responsables pédagogiques, des notables de la localité et des jeunes écoliers.

Le président de la Fédération des mutuelles congolaises d'épargne et de crédit (Mucodec) et de la fondation du même nom, Florian Mougne, a officiellement remis l'école primaire Pierre Nzoko entièrement reconstruite et financée à 100 % par la Fondation Mucodec aux autorités locales. Il a rappelé que cette action s'inscrit dans la mission sociale de l'institution financière, engagée depuis 2018 dans des projets en faveur de la santé, de l'éducation, de l'environnement et de la culture.

Le projet a permis la construction d'un bloc administratif moderne, de trois bâtiments pédagogiques carrelés et ventilés, de sanitaires, d'un mur de clôture ainsi que d'un forage d'eau potable pour l'école et la communauté. La Fondation Mucodec a également offert du matériel pédagogique (cartons de craie et rames de papier), ainsi que des outils informatiques et du mobilier pour l'administration de l'école. Selon Florian Mougne, l'objectif est de garantir à chaque enfant un environnement scolaire propice, soulignant le rôle central de l'éducation dans le développement. Il a présenté l'école comme un modèle dont d'autres administrations pourraient s'inspirer.

Créée en 1984 à Madingou, la capitale de la Bouenza, la mutuelle compte aujourd'hui près de 480 000 sociétaires et 45 agences au Congo. Pour son président, la Mucodec incarne une finance inclusive soutenant commerçants, agriculteurs, artisans, fonctionnaires et ménages, tout en réinvestissant dans la société. En réaffir-

mant le partenariat entre la fondation et l'État congolais, il a souligné l'alignement du projet sur la vision éducative du président Denis Sassou Nguesso. « En procédant à la remise officielle de cet établissement au ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, nous exprimons notre confiance dans la mission de l'État, garant de l'éducation nationale, pour en assurer la gestion efficace et la pérennité », a-t-il déclaré.

Le préfet de la Bouenza, Marcel Nganongo, a salué la réhabilitation complète de l'école primaire Pierre Nzoko, financée par la fondation



Une école d'excellence pour Mouyondzi

Rappelant la célèbre citation de Victor Hugo : « Quand vous ouvrez une école, vous fermez une prison », le préfet a lancé un appel aux parents et aux élèves afin de préserver ce nouvel outil de travail. Il a précisé que cette action s'inscrit

dans la politique du président Denis Sassou Nguesso visant à moderniser les infrastructures scolaires. Marcel Nganongo a également évoqué les doléances satisfaites par la Mucodec, notamment l'installation d'une rampe de sécurité pour les élèves du CM2 et l'aménagement de la cour avec du sable afin d'éviter les blessures et

la boue. Très ému, il a remercié la fondation pour son engagement et exprimé le souhait de faire de l'école Pierre Nzoko un véritable établissement d'excellence.

Les bénéficiaires ont eux aussi salué le soutien de la fondation.

La directrice de l'école primaire Groupe A, Brigitte Kombo, a exprimé sa gratitude envers la Mucodec ainsi qu'envers la politique gouvernementale de modernisation des structures scolaires. Construite dans les années 1960, l'école se trouvait dans un état de dégradation avancée. Elle a assuré que l'établissement fera bon usage de ces nouvelles infrastructures pour renforcer la qualité de l'éducation, rappelant les mots de Victor Hugo : « Chaque enfant que l'on enseigne est un homme que l'on gagne » et « Instruire, c'est construire ».

Un message de cœur a également été adressé au nom des élèves par Mervie Bobaweï, écolière en classe de CM2. Dans un discours empreint de poésie et d'émotion, elle a remercié la fondation Mucodec. Elle a évoqué l'ancien état de l'établissement, fragilisé par le temps, mais où les élèves continuaient à nourrir leurs rêves et leur espoir. Mervie Bobaweï a comparé l'intervention de la fondation à « un soleil levant » qui a redonné vie aux murs de l'école et ravivé la motivation des enfants. Pour la fillette, ces nouvelles infrastructures représentent bien plus que des bâtiments, mais « elles incarnent des rêves, des possibilités et un avenir meilleur », s'est-elle réjouie.





TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



CIRGL

La RDC prend la présidence tournante

La capitale de la République démocratique du Congo (Kinshasa) a abrité le 15 novembre, le 9^e Sommet ordinaire de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), sur le thème « Consolider la paix et la sécurité pour le développement durable dans la région des Grands Lacs ». Le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a été désigné président de la CIRGL pour un mandat de deux ans.

Plusieurs chefs d'Etat ont pris part aux assises qui se sont tenues 5 ans après celles de 2020 par visioconférence. Parmi eux, le président Denis Sassou N'Gusso dont le pays fait partie de la CIRGL.

Le contexte de la tenue du 9^{ème} sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CIRGL est marqué par l'instabilité chronique à l'Est de la RDC dont l'agresseur désigné est le M23 soutenu par le Rwanda, ainsi que la guerre civile qui se déroule actuellement au Sud Soudan. Des conflits armés qui ont des répercussions considérables sur le capital humain et bloque le développement des Etats.

A l'ouverture des travaux au Palais du peuple, le secrétaire exécutif de la CIRGL, le président de la commission de l'UA, et l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies ont appelé à la fin du conflit « afin d'amorcer le processus de construction des infrastructures ».

Le président sortant, le chef de l'Etat angolais João Lourenço a



João Lourenço passant le flambeau à Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo

insisté sur le renforcement de la diplomatie régionale pour la stabilité des pays des Grands Lacs. Après sa prise de fonction de président en exercice de la CIRGL, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a placé son mandat

sous le signe de l'action. « Cette confiance nous honore et nous oblige. J'exercerai cette responsabilité dans un esprit d'écoute, et d'efficacité en comptant sur l'appui de l'ensemble de mes paires et

singulièrement sur celui de la troïka. Notre région reste confrontée à des défis que nous connaissons trop bien, d'existence des conflits et des actes d'agression, de déplacement massif des populations,

de violences sexuelles, de fragilité économique, de déficit d'infrastructures transfrontalières, d'exploitation et de commerce illicites des ressources naturelles », a déclaré le nouveau président de la CIRGL.

Par la suite, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a dévoilé les priorités de son mandat baptisé mandat des résultats. Parmi ces priorités figurent : la réforme institutionnelle de la CIRGL ; le rétablissement et la consolidation de la paix ; le renforcement de la coopération judiciaire ; la lutte contre l'exploitation illicite des ressources naturelles, notamment via un programme de traçabilité des minerais ; l'intégration économique régionale. Au terme des travaux, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs se sont retirés pour une séance de travail à huis clos, au terme duquel des recommandations ont été prises.

Yvette Reine Boro Nzaba

Denis Sassou N'Gusso pour la consolidation de la paix

Le neuvième Sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) a réuni les représentants des treize États membres, dont la République du Congo. Lors de cette rencontre, le chef de l'Etat Denis Sassou N'Gusso a tenu à réaffirmer l'engagement de son pays en faveur de la paix et du développement durable dans cette partie de l'Afrique.

La consolidation de la paix et de la sécurité a été au coeur du sommet de la CIRGL, organisé cinq ans après le précédent, qui s'était tenu par visioconférence. La présence du président congolais Denis Sassou N'Gusso, aux côtés de ses homologues, témoigne de son engagement constant en faveur de solutions durables aux crises qui affectent le continent. Elle illustre également l'importance de la solidarité pour bâtir un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs.

Le contexte de cette rencontre est particulièrement préoccupant, marqué par une instabilité chronique à l'est



Les chefs d'Etat et de gouvernements/DR

de la République démocratique du Congo, où le M23, soutenu par le Rwanda, demeure un agresseur désigné. De plus, la guerre civile en cours au sud du Soudan présente aussi un défi majeur pour la paix et le développement. Les répercussions de ces conflits armés sur les vies humaines et sur la capacité des États à se

développer sont considérables, faisant de la recherche de solutions une priorité absolue. À l'ouverture des travaux, le secrétaire exécutif de la Cirgel, João Samuel Caholo, le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, et l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, Huang Xia,

ont appelé à la fin de ces conflits récurrents pour amorcer le processus vital de construction des infrastructures d'intégration. Le président sortant de la CIRGL, l'Angolais Joao Gonçalves Lourenço, a mis l'accent sur l'importance de renforcer la diplomatie régionale comme pivot de la stabilité des pays africains.

Un moment clé de ce sommet a été la désignation du nouveau président tournant, le président Félix Antoine Tshisekedi.

Signalons que les chefs d'Etat ont recommandé notamment la nomination d'un nouveau secrétaire exécutif et l'adoption d'une déclaration de Kinshasa.

Fiacre Kombo

SANTÉ

Kinshasa abritera la 3^e édition du Colloque africain des soins infirmiers

Sauf changement de dernière minute, le président de l'Ordre National des infirmiers du Congo (Onic), Louis Komba Diego, a confirmé la tenue à Kinshasa du 26 au 29 novembre de la 3^{ème} édition du Colloque africain des soins infirmiers et obstétricaux.

À cette grande rencontre des blouses blanches, prendront part dix-sept pays africains d'expression française ainsi que les infirmiers des 26 provinces de la RDC. Les travaux de cette 3^{ème} édition du Colloque africain des soins infirmiers et obstétricaux placés sous le thème : « Les infirmiers et sage-femmes face aux défis de la couverture sanitaire universelle en Afrique » se tiendront au Centre culturel et artistique pour les pays d'Afrique centrale de Kinshasa, situé dans la commune de Kasa-vubu.

À en croire Komba Djeko, le programme du colloque est déjà connu avec des visites guidées dans des hôpitaux et des conférences. La première journée, le 26 novembre, a-t-il indiqué, sera réservée à la visite des cinq hôpitaux de Kinshasa, par les délégués des pays et



Komba djeko, président de l'ONIC/DR

des provinces, répartis en autant de groupes, et qui bénéficieront de la présentation de quelques travaux de recherches.

Plusieurs sites hospitaliers sont retenus à savoir le

centre hospitalier universitaire Renaissance (ex-Mama Yemo), la clinique Ngaliema, le centre hospitalier Monkole, les cliniques universitaires de Kinshasa (CUK) et l'hôpital de l'ami-

tié Sino Congolaise.

La deuxième journée, a-t-il poursuivi, sera consacrée à l'ouverture officielle et solennelle du colloque, suivie de deux grandes conférences dont la première

aura pour thème : « La couverture sanitaire universelle en RDC : de la vision à la mise en œuvre », avec comme orateur le docteur Roger Kamba, ministre de la Santé publique hygiène et prévoyance sociale.

La seconde conférence placée sous le thème : « Rôle stratégique des infirmières et des sage-femmes dans la construction d'un système de santé résilient et inclusif en Afrique », sera exposée par Fares Rachid, professeur de l'enseignement supérieur au Maroc et doyen de la faculté Mohamed VI des sciences infirmières et professions de la santé du Maroc. Pour les deux dernières journées du colloque, une conférence plénière sera au rendez-vous avec la présentation des résultats des travaux de recherche.

Blandine Lusimana

RDC-RWANDA

Washington relance la diplomatie de la paix par l'économie

Kinshasa et Kigali paraphent un cadre d'intégration régionale sous l'égide américaine et africaine. Un pas de plus vers la paix dans la région des Grands Lacs.

La République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda ont franchi une nouvelle étape dans la mise en œuvre de l'accord de paix signé en juin dernier à Washington, en paraphant le Cadre d'intégration économique régionale (REIF), présenté comme le socle d'une coopération renouvelée entre les deux voisins longtemps rivaux. La cérémonie s'est tenue lors de la quatrième réunion du Comité conjoint de supervision de l'accord, en présence de représentants des États-Unis, du Qatar, du Togo – médiateur mandaté par l'Union africaine – et de la Commission de l'Union africaine.

Selon un communiqué conjoint de Kigali et Kinshasa, le texte « définit les domaines clés pour renforcer la coopération et le développement économique, démontrant les avantages tangibles de la paix et

créant des opportunités d'investissement profitant directement aux populations ».

Une diplomatie économique comme levier de paix

Le REIF s'inscrit dans la logique du rapprochement politique entamé en juin à Washington, après trois années de tensions nourries par la résurgence du mouvement rebelle M23/AFC, actif dans le Nord-Kivu. Ce cadre économique prévoit une série d'initiatives communes : infrastructures transfrontalières, zones de commerce régionales, projets agricoles et énergie partagée. Mais cette dynamique demeure conditionnée à l'application du Concept d'opérations (CONOPS) et de l'Ordre opérationnel (OPORD) figurant dans l'accord de paix. Ces mécanismes, encore en cours de validation,

visent la neutralisation du groupe armé rwandais FDLR et le retrait progressif des troupes étrangères du territoire congolais. Le Comité conjoint a reconnu des « progrès insuffisants » sur le terrain, mais a convenu d'« actions urgentes » pour coordonner les opérations conjointes et maintenir le dialogue sous médiation qatarie.

Le Qatar et Washington en arbitres attentif

Le processus de Doha, qui porte sur la consolidation du cessez-le-feu et la libération des prisonniers, reste au cœur de la médiation régionale. Pour les garants du processus, dont les États-Unis et le Qatar, la paix durable passe désormais par des dividendes économiques visibles. « L'intégration économique est le meilleur antidote à la méfiance », a confié à

Jeune Afrique un diplomate africain présent à Washington. Les États-Unis, via la sous-secrétaire d'État Allison Hooker et le conseiller spécial Massad Boulos, ont joué un rôle central dans cette séquence. Washington cherche à stabiliser l'Est congolais sans confrontation directe avec Kigali, tout en soutenant une approche africaine appuyée par Doha et Lomé.

Un équilibre encore fragile. Les deux capitales se sont engagées à « maintenir l'élan du processus » et à éviter toute rhétorique hostile, y compris sur les forums internationaux. Mais sur le terrain, les combats sporadiques autour de Goma rappellent que la paix reste précaire. Entre ambitions économiques, pressions militaires et rivalités d'influence, la paix entre Kinshasa et Kigali demeure plus un processus qu'un acquis.

Noël Ndong

RDC-M23

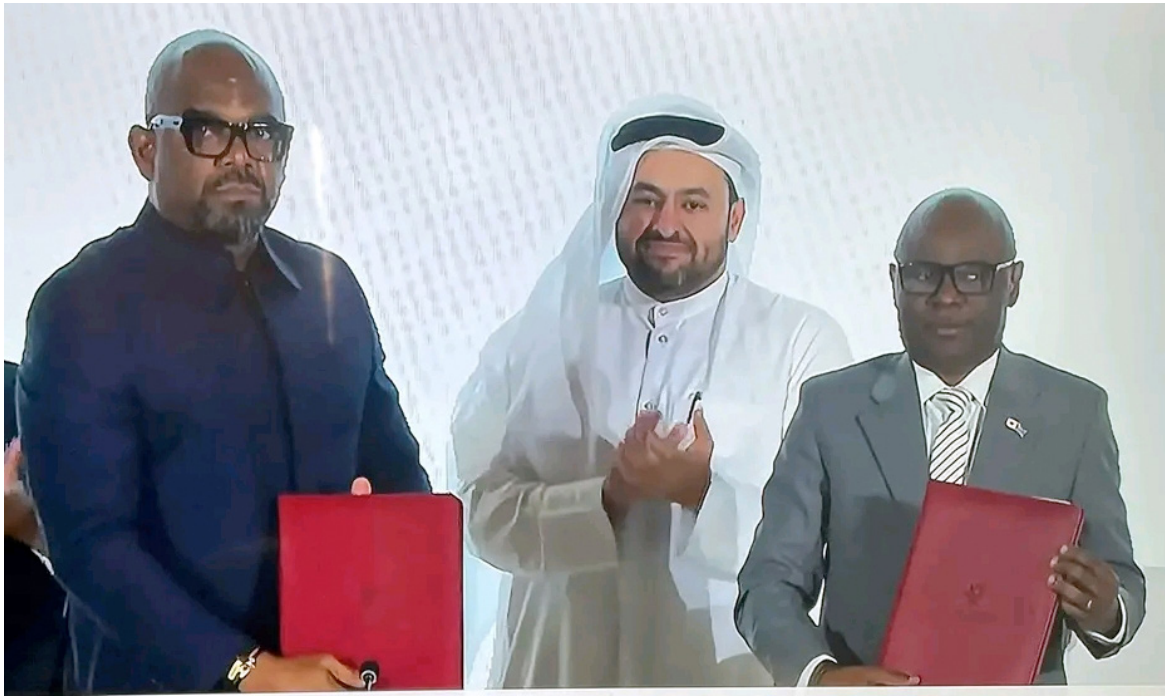
Un accord-cadre à Doha, première étape ou énième mirage de paix ?

Un tournant diplomatique majeur s’est joué samedi 15 novembre 2025 à Doha : le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et les rebelles du M23 ont signé un accord-cadre, présenté comme un jalon vers un accord de paix global.

Un geste symbolique, important, mais loin d’être suffisant pour éteindre un conflit qui ensanglante l’Est congolais depuis plus de trente ans. La signature s’est déroulée en présence du négociateur qatari Mohammed al-Khulaifi, confirmant l’ambition du Qatar de s’imposer comme médiateur régional après avoir accueilli plusieurs cycles de pourparlers depuis avril. Washington, sous l’impulsion du président Donald Trump, mène en parallèle une médiation directe entre Kinshasa et Kigali.

Un accord-cadre... sans clauses contraignantes

Le texte signé à Doha n’est pas un accord de paix : il consolide deux protocoles déjà paraphés ces derniers mois, l’un sur le mécanisme de vérification du cessez-le-feu, l’autre sur l’échange de prisonniers. Mais il ne contient aucune obligation juridique, un signe de la fragilité politique du processus. La poursuite des négociations doit désormais porter sur des questions explosives : la restauration de l’autorité de l’État dans les zones sous contrôle du M23, le retour des réfugiés, le statut sécuritaire des territoires conquis, l’accès



humanitaire, la réconciliation et la justice après des milliers de morts et plus d’un million de déplacés en un an.

Le M23, un acteur militaire régionalisé

Soutenu par le Rwanda – soutien que Kigali continue de nier tout en en justifiant les

motivations –, le M23 a pris en janvier Goma, la plus grande ville de l’Est, avant d’étendre son emprise dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Pour Kigali, les rebelles justifient leurs actions par « la menace persistante » des FDLR, groupe armé hutu rwandais impliqué dans le génocide de 1994 et

toujours présent en RDC. Mais sur le terrain, ce sont surtout les intérêts miniers, les routes commerciales régionales et les alliances politico-militaires qui structurent l’avancée du M23.

Un processus sous tension dans une région au bord de l’embrasement

L’offensive de 2024-2025 a poussé l’ensemble de la région des Grands Lacs – Rwanda, Ouganda, Burundi – au bord d’un conflit ouvert.

L’ONU estime que plus de 6,9 millions de Congolais sont déplacés internes, un des chiffres les plus élevés au monde. Dans certains territoires du Rutshuru et du Masisi, l’État congolais a totalement disparu. Les diplomates espèrent que l’accord-cadre constitue une « étape structurante ». Mais plusieurs acteurs craignent plutôt un gel temporaire des lignes, le M23 cherchant à consolider ses gains territoriaux et diplomatiques.

Paix durable ou pause tactique ?

Doha offre un espace de dialogue inédit, mais sans pressions internationales réelles ni sanctions en cas de violation du cessez-le-feu, le risque demeure : un accord de papier, dans une guerre bien réelle... La question reste entière : la signature de Doha ouvrira-t-elle enfin la voie à une paix durable, ou ne sera-t-elle qu’un nouvel épisode dans l’interminable conflit de l’Est congolais ?

Noël Ndong

Doha offre un espace de dialogue inédit, mais sans pressions internationales réelles ni sanctions en cas de violation du cessez-le-feu, le risque demeure : un accord de papier, dans une guerre bien réelle...

NÉCROLOGIE

Privat Tiburce Massanga, journaliste, ainsi que les familles Massanga et Massamba ont la profonde douleur d’annoncer aux parents, amis et connaissances le décès inopiné de Mme Dady Inès Houmba Massamba, son épouse bien-aimée survenu le 12 novembre 2025, à Brazzaville. Le deuil est tenu au n° 117, rue Moutabala, 7^e arrondissement Mfilou (Brazzaville).



La date des obsèques sera communiquée ultérieurement. Ils remercient sincèrement tous ceux qui, de près ou de loin, leur apportent soutien, compassion et prières en ces moments éprouvants.

Les enfants Julie, Brice et Christian Digoue ;, les petits enfants Digoue-Kimpolo, les familles ; Kongo à Lomé, Matissa-Kimpolo, Ndetiri-Kimpolo, Bayoundza-Kimpolo, Mamboumina-Kimpolo ont la profonde douleur d’annoncer le décès de la veuve Digoue née Kongo Marie Dédé, survenu à Pointe-Noire, le samedi 1^{er} novembre 2025.

L’inhumation aura lieu le samedi 22 novembre 2025 selon le programme ci-après



10h00 : levée de corps à la morgue municipale de Pointe-Noire
11h00 : départ et recueillement au domicile situé au quartier Loandjili vers l’école Ballou-Constant
14h00 : départ pour le cimetière Belle vue de Liambou.
16h00 : retour au lieu de la veillée et fin de la cérémonie.
Nous remercions tous ceux qui, de près ou de loin, nous ont assistés pendant cette douloureuse épreuve.

FRANC-MAÇONNERIE

Marcel Laurent prône le renouveau

Fondée en 2003, la Grande loge des cultures et de la spiritualité (GLCS), une obédience mixte, théiste et laïque, a été présentée le 14 novembre à Brazzaville à la presse nationale par son fondateur Marcel Laurent. S'inspirant de l'existence d'une force suprême, la GLCS a la conviction forte d'œuvrer avec détermination à l'indispensable renouveau de la Franc-maçonnerie universelle.

Le grand maître Marcel Laurent, fondateur de la GLCS, a fait savoir que la Franc-maçonnerie régulière et universelle regroupe toutes les obédiences à travers le monde ; y adhèrent tous les Francs-Maçons initiés régulièrement, dans le contexte précis des « Landmark » du 18^e siècle, découlant eux-mêmes des « Old-charges » (anciens devoirs). « En France, il existe un certain nombre d'obédiences, chacune avec ses spécificités, donc à priori sa raison d'être. Notre obédience est jeune, elle fut créée le 2 octobre 2003 par quinze frères et sœurs. Elle n'a pas vu le jour à la suite de quelques « caprices », ou d'une vaine volonté de recherche d'un quelconque « pouvoir ». Loin de là, elle fut le résultat d'une analyse, parfois douloureuse et attristée, de ce qu'était trop souvent devenue la Franc-Maçonnerie en France via certaines obédiences, d'où la prise de conscience de la nécessité d'un renouveau », a-t-il poursuivi. Marcel Laurent a souligné qu'au début des années 2000, trois constats pouvaient être établis (ils sont toujours d'actualité). « 1^{er} constat. D'abord, la Franc-Maçonnerie ou plutôt certaines obédiences sont trop souvent dominées par des pas-

sions humaines certes, mais souvent dévastatrices. Au fil du temps, les ambitions politiciennes, l'affairisme, la bureaucratie sont entrés dans les structures. Elles en ont parasité le fonctionnement et, plus grave encore, elles ont fait oublier le message maçonnique fondamental : apprendre à se construire, à s'élever. Nombre de Francs-Maçons négligeaient les principes maçonniques élémentaires au profit de la défense de leurs seuls intérêts, comme pour une maison, les fondations devenaient moins importantes que la décoration des murs », a-t-il décrit. « C'est ce qui explique notamment l'hémorragie » subie par la Franc-Maçonnerie française. En vingt ans, 125 000 membres l'ont désertée, déçus par trop d'affairisme, le faible niveau de réflexion en loge, et le manque d'implication sérieuse. Ce à quoi, il faut ajouter le verrouillage dans certaines obédiences par les « apparatchiks », quelques frères qui stérilisent la vie maçonnique, ayant oublié ce pourquoi ils sont entrés (théoriquement) en Loge, ou qui chercheraient davantage les médailles d'honneur et honneurs que le bonheur de partager notre fraternité », a



précisé le Souverain grand commandeur, Marcel Laurent. Parlant de la philosophie véhiculée et prônée à la GLCS, confie Marcel Laurent, il y a beaucoup d'obédiences. Chaque obédience a ses spécificités et nous avons respecté chacune de leurs spécificités, mais nous avons tenu absolument que notre obédience soit mixte, théiste-philosophique et laïque. « Pourquoi mixte ?

Le Grand maître fondateur Marcel LaurentAdiac parce que dans le paysage maçonnique français, il y avait le droit humain, mais qui n'était pas théiste et nous voulions la loyauté au Grand Architecte de l'Univers que chacun ait une croyance dans son propre Dieu. C'est pour ça, que chez nous, il y a un coffre qu'on appelle l'Autel des serments. Dans ce coffre, il y a les trois livres des religions monothéistes : la

Bible, la Thora, le Coran et un livre blanc pour les philosophies théistes, de manière à ce que chacun puisse retrouver ce qu'il souhaite... », a-t-il assuré. En outre, il a indiqué que la politique a sa place au même titre que les religions. L'on ne doit pas rentrer dans ce processus de juger. Et, chaque obédience qui existe au Congo Brazzaville a sa raison d'être, parce qu'elle correspond au choix de chaque maçon qui est entré dans cette obédience. La maçonnerie est plurielle. Il y a des maçonneries qui veulent ceci ; d'autres qui veulent cela ! Et, nous nous sommes expliqués que nous sommes déistes, philosophiques, laïques et mixtes. Nous sommes la seule obédience théiste. La personne qui croit en Dieu, qu'elle soit juive, musulmane où quelquefois dans le bouddhisme, c'est son problème, l'essentiel est qu'elle soit consciente d'une force suprême. Nous sommes tous des particules de Dieu, nous sommes des poussières d'étoiles, si vous voulez, nous avons tous eu en nous cette force...mais le pouvoir est énorme, la magie de la foi est énorme. Si nous croyons bien fort que nous sommes des particules de Dieu, il est normal que nous ayons aussi une partie de ce pouvoir, à nous d'aller le chercher (...).

Guillaume Ondze

TAS

Les membres de l'ancienne commission ad hoc sommés de payer 25 millions à la Fécofoot

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) a, dans son courrier du 14 novembre, ordonné aux membres de l'ancienne et illégale commission ad hoc de payer solidairement la somme de 36500 francs suisses, soit 25 millions de francs CFA, à la Fédération congolaise de football (Fécofoot) dans un délai de trente jours à compter de la réception de la présente lettre. De son côté, le TAS s'engage à rembourser la somme de 13383 suisses (soit 9 millions de francs CFA) à la Fécofoot.

C'est la suite logique de la sentence que le TAS avait déjà rendue, le 19 mai 2025, après avoir statué en faveur de la Fécofoot. « Je me réfère à la sentence arbitrale rendue par le TAS en date du 19 mai 2025. Conformément à l'article R64.4 du Code de l'arbitrage en matière de sport, le greffe du TAS arrête le montant définitif des frais de l'arbitrage qui comprennent le droit de greffe du TAS, les frais administratifs du TAS calculés selon le barème du TAS, les frais et honoraires des arbitres et une participation aux frais et débours du TAS », explique le courrier signé par Miguel Abelairas, directeur financier. Selon la page 35, point 5 de la sentence rendue par la formation, « les frais d'arbitrage, qui



seront communiqués aux parties par le greffe du TAS sous pli séparé, seront intégralement mis à la charge de MM Loembet Landry, Francky Loemba, Oumar Djim, Mandounou Tinio, Badiala Kemy, Menga Chancy, Lecka Steve, Mbongo Rodrigue, Gnanga Roméo, Akouala Ben-

jamin, Bitemo Guphin, Moukoury Amona Privat, Mboukou Christian, Mboungou Patrick, Moukoulou Alain C., Malonga Bikindou Ange, Boukaka Glaine, Omongo Toli Guy Loic, Aluif Rolf Ongolombo, Ngolo kam, Nkaba Brice, Madzou Pierre, Kaba Laurence, Mbouni Destin Miguel et

Bouaka William, solidairement entre eux. » En rappel dans sa sentence, le TAS « statuant contradictoirement s'est déclaré compétent pour juger de l'appel déposé le 9 octobre 2024 par la Fédération congolaise de football, M. Jean Guy Blaise Mayolas et M. Badji Mombo Wantété contre MM Landry Loembet et consorts à l'encontre des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la Fécofoot le 25 sep-

tembre 2024 ». Il a dit que l'appel déposé le 9 octobre 2024 par la Fécofoot, M. Jean Guy Blaise Mayolas et M. Badji Mombo Wantété contre MM Landry Loembet et consorts à l'encontre des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la Fécofoot le 25 septembre 2024 est recevable. Les décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la Fécofoot convoquée le 25 septembre 2024, a-t-il ajouté, sont nulles et de nul effet.

James Golden Eloué

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Mikabouka Ngapika Blechimine.
Je désire être appelée désormais Boucart Blechimine.
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

CHAMPIONNAT SCOLAIRE AFRICAIN

La Fécofoot entame les préparatifs

Le Championnat scolaire initié par la Confédération africaine de football (CAF) a changé de dimension.

La CAF a apporté les innovations pour l'édition 2025-2026 en mettant désormais l'accent sur les sélections nationales issues des établissements scolaires en lieu et place des écoles ou collèges tout court qui lors des précédentes éditions représentaient le pays à la phase finale.

Le changement de vision a poussé les fédérations à modifier les règles de jeu de l'organisation de la phase nationale. La Fédération congolaise de football (Fécofoot) par le truchement de sa Direction technique nationale (DTN) a conclu sa première phase de détection les 13 et 14 novembre au Centre technique d'Ignié au cours de laquelle de centaines d'élèves des U-14 chez les filles et U-15 chez les garçons ont été évalués. L'objectif n'était plus de consacrer un vainqueur mais de détecter des talents en vue de constituer une sélection



Une séquence de détection chez les filles/Fécofoot

nationale qui participera le mois prochain à Libreville au Gabon au tournoi de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale. «Il fallait bien un vainqueur. Mais sachez que la première place d'ici en aucun cas n'est qualificative à un tournoi. Ce n'est pas sur ce domaine qu'on va être qualifié. On avait toute

une bande d'observateurs qui suivaient les matches et qui ont pris des notes parmi les joueurs qui montraient le plus de potentiels », a expliqué Pascal Blin, le Directeur technique national. Les joueurs qui ont tapé dans l'œil des observateurs seront convoqués pour suivre des séances d'entraînements spé-



Une séquence de détection chez les garçons/Fécofoot

ciales ou jouer contre d'autres équipes scolaires de façon affiner l'équipe. « On peut arriver à faire une belle sélection. On communiquera à vos collègues la liste des joueurs repérés pour les entraînements ensemble pour avoir la meilleure sélection qui va aller faire la compétition au Gabon », a-t-il souligné.

Le champ d'action des prochaines éditions de la phase nationale va être plus élargi avec la participation des équipes scolaires venues de tous les coins du pays. Le but étant de constituer une vraie sélection nationale scolaire qui va défendre ses couleurs à chaque fois dans un pays zonal.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les résultats des Diablos rouges et des Congolais de la diaspora

Coupe de France, 7e tour

De retour de blessure, Josué Escartin était titulaire pour la première fois de la saison et participe à la qualification du Red Star à Forbach (2-0).

Faitout Maouassa et Nehemiah Fernandez étaient laissés au repos lors de la réception du GSA Tomblaine à Nancy. Les Lorrains s'imposent facilement 7-0.

Rodez accède au 8e tour après sa victoire face à Lavaur (3-1). De retour dans le onze de départ après trois mois d'absence, Loni Laurent Quenabio a été victime d'un tacle à la 75e. Alors que son adversaire était expulsé, le défenseur franco-congolais a été remplacé sur blessure par Raphaël Lipinski, ménagé au coup d'envoi.

Châteauroux l'emporte 2-0 à Biars-Bretenoux. Titulaire, Roger Tamba MPinda a été remplacé à la 59e.

Yaël Mouanga n'est pas entré en jeu lors du succès de Montpellier à Agde (0-2).

Sans Allan Ackra, Clermont est éliminé à Blois (1-2).

Dunkerque remporte le derby face à l'US Boulogne (2-2 puis 5-4 aux tab). Victor Mayela était titulaire en défense tandis que Lenny Dziki Lousilaho est entré à la 77e.

Vendredi soir, pour affronter les amateurs de l'Olympique de Villefontaine (0-3), Grenoble a aligné une équipe très remaniée et sans Loris Mouyokolo.

Yvan Ikia Dimi est resté sur le banc lors du succès du SC Amiens face aux « petits » voisins de l'US Aubry (3-0).

Remplaçant au coup d'envoi, Steevy Mazikou est entré à la 80e lors du match entre Avranches et le Paris Atletico. Son équipe, réduite à dix à la 71e, s'impose finalement aux tirs au but (5-3) après un score vierge à l'issue du temps réglementaire. Mazikou a réussi le premier tir au but de la série.



Wil-Césaire Matimbou et Istres se qualifient pour les 8e de finale de la Coupe de France (DR)

Orléans écarte Bayonne 3-0. Marvin Baudry, titulaire, a été remplacé à la 65e, à 0-0.

Humiliation pour Quevilly-Rouen, éliminé par Oissel (2-2, puis 7-6 aux tab). Jérémie Mounsesse était titulaire, tandis que Natanael Bouékou est resté sur le banc.

Dans les rangs d'Oissel, Terry Obambi-Andoh était titulaire au poste de piston droit. Agé de 20 ans, le natif de Rouen a porté les couleurs des U19 de Quevilly-Rouen en 2023-2024. Averti à la 61e.

Notons la présence sur le banc de Ghys-Exaucé Tchiamas, jeune gardien arrivé cet été en provenance du FC Rouen.

Fleury-Mérogis est éliminé par l'APM Metz aux tirs au but (2-2, puis 3-2). Avec Trey Vimalin titulaire.

Destin Banzouzi est entré à la 75e lors de la qualification de Bourg-Péronnas chez l'AS Atlas Pailade (2-0).

Lyon-la-Duchère l'emporte 2-0 à Pierrelatte, sans Kamal Bafounta, absent depuis début octobre (2 apparitions en National 2).

Yarn Ngatse et Alexandre Obambot était dans le groupe d'Evian-Thonon, éliminé à Collonges-Mont-d'Or (0-0, 2-4 aux tirs au but). Seul Obambot était titulaire dès le coup d'envoi.

Jonathan Abonckelet, titulaire, et Romorantin se qualifient au Poinçonnet (2-0). Owen Matimbou n'était pas dans le groupe solognot.

Dans les rangs du vaincu, Elie Oualembo Mountou a également joué toute la rencontre. Averti à la 40e.

Elipold Boudzoumou, titulaire, et Beaumont sont éliminés au terme d'un match fou face à Aubervilliers (4-7).

Chris Malonga est resté sur le banc lors de la qualification de Besançon face à Thionville (4-0).

Titulaire, Randi Goteni a été remplacé sur blessure dès la 38e lors de la qualification de Feignies-Aulnoye à Cambrai (4-0).

Challans est éliminé par Pontivy (0-2). Remplaçant, Rodney Mazikou est entré à la 66e.

Exaucé Ngassaki était titulaire lors de l'élimination de Saint-Colomban Locminé face à Guingamp (1-2).

Le FC Chalonnais se qualifie à Montréal-la-Cluse (3-0). Remplaçant, Prince Kibouka, milieu défensif de 24 ans, né à Brazzaville, est entré à la 69e.

Sablé-sur-Sarthe est sorti aux tirs au but par Saint-Malo (0-0, puis 2-4). Avec Steven Ngampika titulaire et averti à la 93e.

Le Racing Club prend la porte après sa défaite aux tirs au but (2-2, puis 8-9) à Iris Club de Croix. Titulaire en pointe, Damien Mayaya Mbandzoulou a été remplacé à la 70e.

Réduit à dix dès la 30e, Seyssinet arrache son billet pour le 8e tour aux dépens d'Aubagne (0-0, puis 4-3). Remplaçant, Vilouka Nkouka est entré à la 75e.

Passe décisive de Dan-Patrice Bikouta qui permet à Quehan d'ouvrir le score pour Ivry, finalement éliminé 3-5 aux tirs au but par Le Mans.

Wil-Césaire Matimbou était titulaire dans les buts d'Istres et participe à la victoire 2-1 à Allinges.

Angleterre, 16e journée, 4e division

William Hondermark était titulaire lors du succès de Bromley face à Barrow (2-1).

Belgique, 13e journée, 3e division

Toujours privé de Yannick Loemba, Namur chute à Tubize-Braine (1-4).

Espagne, 13e journée, 2e division

Gijon abandonne deux points face à Eibar (1-1). Yarn Kembo est resté sur le banc, tandis que Pierre Mbemba est absent depuis le 5 octobre.

Fred Loki, lui, est entré à la 60e lors du match nul concédé par la réserve de Gijon face à Llanes (2-2).

Espagne, 13e journée, 4e division

Irun bat Logrones 2-1. Sans Corentin Louakima, resté sur le banc.

Russie, 19e journée, 2e division

L'Arsenal Tula l'emporte 2-1 à Ufa. Erving Botaka Yoboma était titulaire face à son ancien club et a été averti à la 57e.

Emmerson Illoy-Ayyet était également titulaire face à un ancien club et Yenisey prend un point chez le SKA Khabarovsk (1-1).

Camille Delourme

POINTE-NOIRE

L'Institut national de biologie et de veille sanitaire mis en service

Bâti dans le 1er arrondissement Emery-Patrice-Lumumba, l'établissement des techniques sanitaires inauguré par le président Denis Sassou N'Guesso, le 17 novembre, est une structure scientifique dédiée à la détection, la prévention et le traitement des pathologies humaines de diverses natures.

L'Institut national de biologie et de veille sanitaire (INBVS) a été conçu pour «répondre à trois besoins majeurs: le diagnostic biologique avancé; la recherche scientifique, la formation et l'innovation; la surveillance épidémiologique et la veille sanitaire», a indiqué le ministre de la Santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara, dans son allocution de circonstance. Cinq grands laboratoires complémentaires, interconnectés et multidisciplinaires composent son architecture. Leur compétence couvre les domaines de la biologie moléculaire et de génomique fonctionnelle, la microbiologie, la biochimie, immunologie et hématologie, la bromatologie, toxicologie et contrôle qualité et enfin la biologie d'urgence. Jean Rosaire Ibara s'est ensuite apesanti sur la vocation académique de l'INBVS, considérant qu'il sera « le pivot national de la recherche biomédicale appliquée et nouera des partenariats avec les universités tant publiques que privées ». Faire de l'institut «un modèle afri-

cain en sécurité sanitaire» est l'une des ambitions du gouvernement congolais qui mise entre autres sur « une veille biologique permanente et une réponse rapide aux épidémies ». Intervenant pour le compte du Groupe de la Banque mondiale, sa représentante résidente au Congo, Anna Maria Alexandra Célestin, a insisté sur l'imperieuse nécessité pour les gestionnaires de l'Institut de mettre tout en œuvre pour le préserver et le pérenniser. Pour elle, construire une infrastructure de ce niveau ne suffit pas, l'essentiel consiste à faire en sorte que l'investissement consenti pour l'intérêt de la population soit rentabilisé. Elle a réitéré la disponibilité de son institution à accompagner le Congo dans son dessein de poursuivre la construction des infrastructures sanitaires de pointe. Elle a salué la prise en compte par les autorités congolaises des expériences antérieures, pour mieux organiser la riposte contre les pandémies à travers l'installation de l'INBVS. La Banque mondiale



Une vue de l'institut inauguré/DR du Congo et de l'Afrique tout entière». C'était peu avant que le président de la République ne procède à la coupure du ruban symbolisant l'ouverture de l'établissement.

Gankama N'Siah

a « de façon régulière et continue assuré un suivi minutieux des travaux de construction et les procédures d'équipement technique selon les normes et standards de l'Organisation

mondiale de la santé », a appuyé le ministre de la Santé qui a clos son propos par un souhait ardent : « Puisse cet Institut être un phare de science, de souveraineté et de responsabilité au service

HYDROCARBURES

Le chef de l'Etat inaugure l'usine de valorisation du gaz associé

En séjour de travail dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a inauguré le 17 novembre, l'usine de valorisation du gaz associé du champ Banga-Kayo, dans la sous-préfecture de Tchiamba Nzassi.

Mise en œuvre par la société chinoise Wing Wah exploration et production pétrolière SAU, en partenariat avec la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), l'usine de valorisation du gaz associé est un système complet comprenant, entre autres, des unités de traitement, de compression, de séparation, de liquéfaction, de stockage, de logistique et l'ensemble des infrastructures indispensables pour transformer le gaz en produits énergétiques et industriels. En effet, le projet prévoit la production du gaz sec, du propane, du butane ainsi qu'un volume important de GNL destiné au marché national et international.

Le vice-président de la société Wing Wah E&P pétrolière SAU, Li Jin Qiang, a rappelé que l'inauguration de cette usine est le résultat de la vision du chef de l'Etat congolais et de son leadership qui a ouvert la voie, fixé l'ambition et instauré les cadres ayant rendu possible cette réalisation majeure pour le pays. « Pour donner une idée de l'ampleur à pleine capacité, nous traiterons 5 millions de mètres cubes de gaz associé par jour ; produisons ainsi plus de 219 000 tonnes de propane ; 151 000 tonnes de butane ; 88 000 tonnes et 250 000 tonnes de GNL, ainsi qu'une quantité importante de gaz sec. C'est un changement d'échelle majeur pour la République du Congo. Ce résultat est le



fruit d'un programme maîtrisé, mis en œuvre en trois phases dont la première en 2024, la deuxième en 2025 et la troisième en 2026 », a-t-il rappelé.

Selon Li Jin Qiang, chaque étape augmente la capacité, améliore la qualité de la production et renforce les bénéfices pour le pays. Filiale du groupe chinois Southernpec, Wing Wah ambitionne d'atteindre 500 000 barils équivalents en pétrole par jour d'ici à 2030. Il s'est également félicité des réformes engagées par le gouvernement depuis 2021 avec à la clé la création d'un climat de confiance et d'un cadre moderne permettant aux opérateurs d'améliorer leurs performances. « Grâce à cette impulsion, Wing Wah a pu transformer ses

méthodes de travail et faire passer sa production en un temps record de 8 000 barils en 2021 à 58 000 barils aujourd'hui », s'est-il réjoui.

Le Congo, nouveau pays exportateur de gaz naturel liquéfié

D'après le vice-président de Wing Wah, c'est sur cette dynamique positive fondée sur une ambition partagée que s'appuie désormais le lancement de ce vaste projet intégré dont le déploiement est prévu pour décembre 2025. « Ce que nous inaugurons aujourd'hui n'est qu'un pilier de ce projet intégré. Ce futur projet vise à relier les trois permis à travers un réseau complet d'infrastructures, des pipelines, oléoduc, gazoduc, un centre de traite-

ment d'huile et de gaz, un centre de transfert d'huile et de gaz, des routes industrielles nouvelles, plusieurs kilomètres de pistes réhabilitées et des ouvrages de franchissement pour garantir l'accès en toutes saisons », a-t-il poursuivi.

En effet, ce programme prévoit la réalisation de nombreux forages et d'infrastructures, permettant ainsi à lui seul un apport d'environ 200 000 barils équivalent pétrole à la production nationale avec plus de 7000 emplois directs et indirects. C'est un levier économique majeur, un moteur pour les jeunes et une opportunité pour les entreprises locales. « Ce projet n'aurait jamais vu le jour sans un partenaire essentiel la SNPC. Je tiens à saluer publiquement la sincérité de notre partenariat, la qualité de son l'accompagnement et son implication constante dans chaque étape. La SNPC est un acteur clé de notre réussite », a encouragé Li Jin Qiang. Le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a salué l'ampleur des investissements consentis par la société Wing Wah, surtout son leader conjugué avec la robustesse de son approche technique qui lui ont permis de contribuer indubitablement à écrire une nouvelle page de l'histoire énergétique nationale. Ce qui participe au renforcement de la chaîne des valeurs gazières, à la réduction du torchage, à la création

d'emplois qualifiés, à l'ancrage d'un tissu industriel solide et pérenne. « Cet investissement quoique majeur ne constitue que l'un des volets de l'engagement croissant de Wing Wah sur notre sol... Ce projet appelé à structurer durablement l'avenir de plusieurs permis pétroliers opéré par Wing Wah, notamment Banga-Kayo, prévoit le forage de plus de 1 400 puits en 20 ans et des investissements de l'ordre de 23 milliards de dollars US. Ces 23 milliards de dollars US venant s'ajouter aux 4 milliards de dollars US du projet initial, portant ainsi l'investissement global futur de la société à environ 27 milliards de dollars US », a-t-il soutenu.

Selon lui, la vision présidentielle de faire du Congo une plate-forme énergétique régionale d'importance stratégique, capable de transformer ses ressources, ainsi que de créer la richesse et d'affirmer sa souveraineté énergétique, est en passe de prendre corps. Le Congo vient ainsi de faire son entrée dans le cercle restreint des pays exportateurs de gaz naturel liquéfié.

Aux investisseurs, le ministre Bruno Jean Richard Itoua les a rassurés que le Congo demeure une terre d'opportunités, un pays en paix, stable garantissant la sécurité sur l'ensemble de son territoire et engagé dans une trajectoire d'attractivité durable.

Parfait Wilfried Douniama